

Le 21 février 2023

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAS CARRIERES DE LA VALLEE Heureuse

BP 3
Hydrequent
62720 RINXENT

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\05_CARRIERES\
Carrières C1\VH_Rinxent_070.00364\2_Inspections\2022_12_06\VH_rinxent_RAPVI_0007000364.odt
Code AIOT : 0007000364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement SAS CARRIERES DE LA VALLEE Heureuse implanté Hydrequent 62720 RINXENT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERES DE LA VALLEE Heureuse
- Hydrequent 62720 RINXENT
- Code AIOT : 0007000364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières de la Vallée Heureuse exploite depuis plus d'un siècle une carrière à ciel ouvert de calcaire sur les communes de Ferques et Rinxent, à proximité de la liaison ferroviaire Calais-Boulogne.

Un arrêté préfectoral en date du 31 octobre 2018 a autorisé le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension sur 19 ha des surfaces d'exploitation pour une production maximale de granulats de 5 millions de tonnes par an, une production moyenne annuelle de 3 Mt/an

Sur le site est installée une installation de traitement de matériaux permettant de concasser la calcaire avant sa commercialisation. Cette installation est composée de 2 postes primaires, d'un poste secondaire et d'un poste tertiaire abrités sous bâtiment.

La société emploie 96 personnes sur le site.

L'exploitation de la carrière est conduite selon la méthode d'exploitation par tranche verticale avec abattage à l'aide de produits explosifs et d'engins mécaniques pour les matériaux de découverte et pour le calcaire.

CVH a recours à l'entreprise extérieure EPC pour :

- la livraison des explosifs et détonateurs sur le chantier
- la fabrication sur site d'explosifs à l'aide d'une UMFE,
- l'aide au chargement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- exercice PII

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | plan d'intervention interne | AP Complémentaire du 10/04/2020, article 3.2.1.7 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'intervention interne mis à jour en 2021 a fait l'objet d'un exercice le 06/12/2022. Les observations de la DREAL sont jointes au présent rapport. En particulier, la zone d'isolement en cas d'incendie sur le camion de transport d'explosif doit être recalculée pour permettre de garantir la sécurité des personnels et des tiers. Une sirène d'alerte audible en tout point doit être installée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan d'intervention interne

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2020, article 3.2.1.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, plan d'intervention interne |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir, sous 2 mois, un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ; • Pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ; • Les principaux numéros d'appels ; • Des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent : <ul style="list-style-type: none"> • Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ; • L'état des différents stockages (nature, volume...) ; <ul style="list-style-type: none"> • Les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ; • Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ; • Les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques). <p>Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.</p> <p>Ce plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le DREAL, à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, ainsi qu'au responsable du centre de secours de MARQUISE. Ce plan d'intervention est par ailleurs tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p> <p>Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.</p> <p>Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.</p> <p>Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.</p> <p>L'exploitant doit prévoir l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers sur site.</p> <p>Au vu de la nature des risques et du contenu du plan d'intervention interne, l'établissement pourra également faire l'objet d'un plan répertorié (ETARE) ou Plan de Zone (PZO) par le SDIS 62. De ce fait, l'exploitant devra informer le SDIS de toute information nécessaire à la création et / ou la modification du plan ETARE ou Plan de Zone, à l'adresse : coridor@sdis62.fr et prevision@sdis62.fr.</p> <p>Constats : Pour mémoire, ce document avait été examiné dans la continuité de l'action menée en 2019 sur l'examen des conditions d'emploi et de mise en œuvre des explosifs et notamment sur les dispositions prévues par CVH en cas d'incendie survenant sur l'UMFE ou sur le camion apportant les explosifs sur le site.</p> <p>Le principal sujet de discussion avait porté sur la justification du dimensionnement de la zone de sécurité de 300 m retenue dans le plan d'intervention comme zone de sécurité en se basant sur les informations fournies par son sous-traitant, la société EPC France.</p> <p>L'examen du plan d'urgence avait également fait apparaître des incohérences dans la chronologie des mesures à prendre entre les consignes de sécurité données par EPC à ses opérateurs et les dispositions du PII.</p> <p>CVH a sollicité la société spécialisée SIMI pour l'élaboration d'une cartographie des zones de</p> |

danger, définies par l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques, en fonction des quantités d'explosifs mises en œuvre sur la carrière et du niveau altimétrique de leur utilisation.

Le plan d'intervention interne existant examiné lors de l'inspection du 10 février 2020 a été mis à jour le 14/10/2021 et transmis à la DREAL. Il doit être transmis au SDIS, au centre de secours de marquise ainsi qu'à la protection civile.

Le jour de la visite du 06/12/2022 un exercice a été programmé sur la base du scénario suivant : simulation de départ d'incendie lors de la circulation au 5ème étage de la carrière (pas d'explosif dans le véhicule). Simulation avec un camion de livraison avec 4T ce qui correspond à un chargement dans la moyenne pour CVH.

Au « top » le personnel devra arrêter le convoi, intervenir avec les extincteurs sur l'essieu du camion de livraison.

Lors de la simulation, l'incendie n'est pas maîtrisé et nécessite le déclenchement du PII.

Dans la zone d'évacuation se trouve du personnel de production en activité. (dumper, pelle,..) qui n'est pas informé au préalable de l'exercice.

la DREAL et le SDIS assistent au déroulement de l'exercice (en observation sans mise en œuvre de moyen d'intervention du SDIS). A l'issue de l'exercice, un débriefing est organisé en salle de réunion . Les principales observations de la DREAL sont reprises ci après :

- le zone des 300 m définie par l'exploitant comme la zone d'isolement paraît insuffisante. Elle correspond au effets létaux. (Z3 au sens de l'AM du 20 avril 2007)
- un camion de entreprise extérieure SWT passe dans la zone des 300 m alors que la zone d'éloignement a été mise en place par les gardes issues.
- absence de sirène audible sur le site avec un signal dédié (différent du signal avertissant des tirs de mines). l'exploitant nous a informé être en cours de validation d'un tel système.
- prévoir une information des maires sur le PII et la conduite à tenir.
- un point d'attention sur les moyens de communication : en interne les échanges par talkie walkie sont parfois peu audibles. bien s'assurer que les messages ont été compris (problème de retour d'information lors des points de situation) .
- prendre en compte la nécessité d'avoir une personne dédiée aux échanges avec l'extérieur en dédiant un numéro de téléphone à ces échanges (préfecture, mairies, DREAL...)
- appel à la DREAL non concluant (basculement sur répondeur). Le problème de fonctionnement du standard de la DREAL a été résolu depuis.
- prévoir un "follower" qui ne soit pas un garde issue pour le SDIS.
- prévoir un appareil de communication pour le SDIS

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet